
[Relançons la dynamique populaire du NON au TCE](#)

Le 23-03-2016

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Par le Parti de la démondialisation (Pardem)

29 mai 2005 - 29 mai 2016

55% de non au TCE : de la victoire à l'écrasement de la souveraineté du peuple

Une victoire sans appel !

Il y a 11 ans, le peuple français votait NON au Traité constitutionnel européen (TCE). Il infligeait une défaite retentissante à tous les européistes : au patronat et aux puissances financières, aux partis politiques qui avaient mis tout leur poids pour le OUI, aux médias qui les relayaient, aux instituts de sondage qui prédisaient en janvier 2005 une victoire écrasante du OUI ! Mais voilà qu'au fil des semaines, le peuple s'invitait dans une campagne sans précédent : ça débattait, texte du TCE en main, dans les villes et dans les zones rurales, sur internet et sur les murs de France. Fleurirent ainsi les rassemblements publics de centaines de milliers de citoyens, des affiches et des tracts, des chansons et des badges.

Le peuple de France ne parlait plus que de cela. Une véritable dynamique démocratique. Et le NON a pris son envol. Inexorablement. Les grimaces des européistes ont alors succédé à leurs sourires carnassiers. Et les courbes des sondages se sont inversées. Petit à petit, doucement mais sûrement. Qui a vécu cette période d'intense activité populaire ne peut l'avoir oublié. Nous nous étonnions de la force que nous étions capables de déployer. De notre capacité à nous affronter aux puissants et à leur armada médiatique. L'association Attac, à l'apogée de sa puissance, joua un rôle moteur dans cette mobilisation. Et c'est avec jubilation que les citoyens qui avaient voté NON ont accueilli les résultats au soir du 29 mai. Le fruit de leur engagement, de leur lucidité, de leur autonomie, de leur détermination, de leur capacité à s'emparer des questions les plus déterminantes, malgré leur caractère volontairement rebutant. 55% ! Résultat sans appel qui laissait présager un retour en force de la démocratie vivante : celle d'un peuple en mouvement. Celle d'une France qui s'opposait fièrement aux classes dirigeantes et envoyait un signal d'espoir à tous les peuples qui avaient été privés de référendum dans leur pays (comme en Allemagne) sur un domaine constitutionnel pourtant normalement réservé aux peuples et non pas aux élus.

La trahison : le coup d'État parlementaire !

Mais il a fallu déchanter. Puisque le choix du peuple ne convenait pas aux élites, aux politiques patentés, aux marchés financiers, à la Commission européenne, alors ils se sont assis dessus, démontrant ainsi leur vraie nature antidémocratique. Et les voilà qui ont mitonné une version nouvelle baptisée Traité de Lisbonne. Un autre nom mais le même projet : se débarrasser de la voix populaire et réunir tous les traités libre-échangistes, fondés sur la concurrence et la supranationalité de l'UE, en un seul texte qui s'imposerait à tous, sans débat, sans vote, sans le peuple, contre le peuple. Ce sont donc les députés et les sénateurs, réunis en congrès, qui ont dit oui au Traité de Lisbonne en 2008 et non au peuple souverain. Trahison absolue. Véritable coup d'Etat parlementaire conduit par le PS, l'UMP et une partie des parlementaires Verts. Une grande partie du peuple français a alors compris que les parlementaires ne les représentaient pas. Qu'ils étaient les agents zélés des classes dominantes. Écœurement des citoyens bafoués, privés de leur souveraineté. C'est le socle même de la légitimité de l'Etat et de la démocratie qui été mis à bas. Et la Constitution française fut révisée et affublée d'un nouveau titre afin d'être compatible avec le Traité de Lisbonne. Ce titre 15 nous a mis sous la tutelle de l'Union européenne, désormais totalement libre d'imposer toutes ses politiques néolibérales. Quelle que soit la couleur du gouvernement. La confiance était alors rompue.

Et ce n'est pas le parlement européen, guignol tragique de la Commission européenne, marionnette des multinationales, valet du système européen et de la mondialisation, qui pourra s'opposer à cette logique antipolitique. Il est sans aucun pouvoir et sans légitimité démocratique ! Il n'est qu'une vitrine servant à mettre en scène une parodie de démocratie, sans rien de ce qui peut donner le moindre sens à un processus électoral. Une farce sinistre.

Le 29 mai 2005, une majorité de Français avaient perçu, compris, anticipé ce que signifiait le TCE : la fin de la souveraineté nationale, la mise sous tutelle de la France par l'UE, le néolibéralisme encore davantage au pouvoir. Leur NON était l'expression de leur refus.

Onze ans plus tard le peuple paie, les classes dirigeantes et le FN jubilent !

Les conséquences éclatent au grand jour sous le nom d'austérité. Le chômage n'a cessé d'augmenter. Les délocalisations se sont accélérées, la désindustrialisation a fait un bond en avant, les privatisations continuent, les services publics sont appauvris, les effectifs des fonctionnaires réduits, la protection sociale démantelée, le droit du travail impose, la déflation salariale est incessante, les conditions de travail se détériorent, le contrôle social et les lois sécuritaires se multiplient... Le démantèlement de la France semble inexorable. Les lois récentes dites de décentralisation propulsent une euro-régionalisation qui ne dit pas son nom. Toutes les conquêtes sociales mises en place après la Libération sont les cibles de l'Union européenne et du MEDEF. Elles sont progressivement détruites par les gouvernements qui se succèdent : celui de l'UMP et ses alliés et celui du PS soutenu par les Verts et le Front de gauche. Tous complices. Tous responsables, chacun dans son rôle. Alors le Front national ramasse la mise : il est le seul parti à avoir fait fructifier le NON au TCE de 2005, heureux du cadeau en or qui lui a été servi par les partis du renoncement. Le FN ne rencontre aucun obstacle. Il surfe sur la désespérance, capte les voix populaires et le drapeau français. Il se pare des habits de sauveur alors qu'il est un fossoyeur des valeurs de la Révolution française et le promoteur d'un capitalisme national et de la xénophobie. Mais son ascension n'est possible que parce que la gauche - sous toutes ses formes - ne défend plus les intérêts des classes dominées, celles qui prennent en pleine face les effets de la mondialisation. Les 8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Les chômeurs à la dérive. Les retraités paupérisés et parfois contraints de travailler pour survivre. Les fonctionnaires attaqués de toute part, la jeunesse, diplômée ou non, sacrifiée, condamnée à la précarité, les couches moyennes appauvries. Le même traitement est appliqué en Espagne, au Portugal, en Italie, en Grèce. Mais aussi aux travailleurs allemands, britanniques, belges, etc. Partout les salaires diminuent, le chômage explose, les gouvernements imposent, tels des kapos - triste et amer constat - les directives européennes, la réduction des dépenses

publiques, la remise en cause des droits des salariés, du Code du travail, et bientôt des 35 heures, la paupérisation des hôpitaux publics, le démantèlement progressif de la Sécurité sociale, sur les ordres des recommandations de la Commission européenne. Tandis que les peuples sont condamnés à la misère, les banques, les organismes financiers et les multinationales regorgent de bénéfices. Qui ne voit pas cette réalité est aveugle. Qui la voit mais ne la combat pas frontalement est complice.

Onze ans plus tard ou sont les opposants ?

Mais où sont donc passés les opposants ? Les partis de gauche et de « gauche de gauche », les organisations altermondialistes, les syndicats ? Ils établissent les listes des dégâts sans jamais s'attaquer aux causes. Ils dénoncent, ils trépignent, ils s'indignent et s'offusquent. Que proposent-ils pour y remédier ? Rien ! Ils brassent du vent. L'Union européenne est leur horizon indépassable. Demain l'Europe sociale disent-ils. Demain la réforme de l'intérieur affirment-ils. Plus tard un parlement européen qui s'opposera espèrent-ils. Atterrés, ils soupirent dans l'attente de l'illusoire « convergence européenne des luttes », comme si les situations nationales, les spécificités des rapports de force nationaux, les différentes économies des pays de l'UE, les divergences d'intérêts pouvaient miraculeusement se synchroniser. Par quelle main invisible ? Celle du marché ? Leurs postures tentent de masquer la maladie qui les a saisis et qui déjà les emporte : une idéologie postnationale, le renoncement à la souveraineté nationale et populaire, arrachée au monarque par la Révolution française. Ils crèvent de peur à la moindre évocation de la sortie de l'Union européenne et de l'euro, pourtant ennemis implacables de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité. Ils cèdent parfois, et souvent, aux chantages d'une laïcité adoucie, relative, positive, d'un communautarisme religieux, confondant prolétariat et croyances religieuses, prônant la « diversité » contre l'égalité. L'amnésie les a pris. Qu'ont-ils fait du NON « de gauche » au TCE de 2005 ? Au mieux, rien ! Ils ont accepté le coup d'État parlementaire de 2008, même si ils n'y ont pas apporté leur voix. Ils ont enterré l'événement. Ils se sont docilement intégrés à la nouvelle logique institutionnelle et constitutionnelle. Ils ont repris leurs activités comme si de rien n'était. « Business as usual » ! Ils vivent au sein du système, confondant internationalisme et européisme. Mais ils vont plus loin. Ils méprisent les citoyens qui ont compris que c'est à la mondialisation qu'il faut s'attaquer. A la mondialisation et à son arsenal d'institutions mises en place pour mater les peuples : l'Union européenne, sa monnaie unique, le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et l'OTAN. Ils continuent à vouloir nous persuader que « l'Europe c'est la paix », que la « souveraineté nationale c'est le repli nationaliste ». Ils sont devenus des agents de la défense du système, la pointe avancée de son idéologie, sa face solaire et progressiste, légitimant l'illégitime !

Réveiller la dynamique du non au TCE

Les Français ont de la mémoire. Ils n'ont oublié ni le NON au TCE en 2005, ni la forfaiture des parlementaires français en 2008. Le PARDEM non plus n'est pas amnésique. Il est issu du M'PEP qui s'est créé en 2008 pour faire vivre politiquement le NON au TCE auquel ses militants ont contribué. Il a toujours mis en avant la nécessité de sortir de l'Union européenne et de l'euro, condition indispensable pour une restauration de la démocratie, une véritable alternative politique fondée sur l'égalité, le progrès social, la reprise en main de l'économie, l'emploi, la fin du chômage, la revitalisation des services publics, la réindustrialisation conjugée à la protection de l'environnement, la laïcité. Le PARDEM est un parti politique à part entière. Son objectif : la défense des intérêts des classes dominées. Démondialisation - Souveraineté nationale et populaire - République sociale - Internationalisme : telles sont les grandes lignes de son développement. Le PARDEM a rompu clairement avec le concept de gauche. Il ne s'y reconnaît plus, comme des millions de citoyens. Notre parti met en ligne un programme de gouvernement, radicalement démondialisateur, qui vise à remplacer le système en place par un autre. Il s'inspire du programme du Conseil national de la Résistance et des conquêtes sociales qu'il a permises. Il s'appuie sur la conviction que non, décidément, le peuple de France, seul légitime pour détenir la souveraineté qui lui appartient en propre, n'est pas prêt à se laisser berner, ni par

les puissants et leurs dirigeants ni par les conteurs de fables de la gauche. Notre parti, ouvert à tous ceux qui ne renoncent pas, a la volonté de jouer pleinement son rôle : dans les urnes en présentant des candidats mais aussi dans les luttes sociales qui naissent et meurent un peu partout parce qu'elles sont sans perspectives politiques nationales, sans parti défendant leurs intérêts. Car un parti politique, même avec un programme sans concession, ne peut être efficace que si l'expression populaire grandit, explose au grand jour. C'est bien la dynamique de 2005 qu'il faut rallumer. Elle n'est pas morte. Elle est juste en sommeil. Réveillons-la !

S'inspirer du programme du Conseil national de la résistance

Le programme du Conseil national de la Résistance, encore aujourd'hui, est le cauchemar des néolibéraux. Le retour à une situation « normale », qu'appelle le FMI de ses vœux, relayé par l'Union européenne, est tout simplement la remise en cause de la plupart des fonctions de l'Etat social parce que « les systèmes collectifs vont être mis en concurrence » dans le cadre de la mondialisation. Selon cette théorie, les pays ne parvenant pas à réduire leurs dépenses sociales auront alors à résoudre un problème majeur : d'un côté, les actifs - hommes et capitaux - qui vont se délocaliser ; de l'autre, les passifs, « ceux qui participent à la dépense sans créer de richesse », qui resteront. Insidieusement, cette conception s'est peu à peu développée, particulièrement depuis le début des années 80 qui a vu la victoire électorale de Ronald Reagan et Margareth Thatcher, contribuant à étendre les dogmes néolibéraux à toute la planète.

Le texte formidable du Programme du Conseil national de la Résistance doit être connu, particulièrement des jeunes générations. Entretienons l'esprit de résistance et le rejet de la soumission, par la transmission de ce patrimoine et de cette mémoire.

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire